



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ  
LES HÔPITAUX DE SUISSE  
GLI OSPEDALI SVIZZERI

Aux conseillères et aux conseillers nationaux

Berne, 27. Mai 2021

## **Session d'été 2021**

Monsieur le Président du Conseil national,  
Madame, Monsieur,

Dans la perspective de la session d'été, du 31 mai au 18 juin 2021, nous vous communiquons nos recommandations :

### **POSITIONS de H+ Les Hôpitaux de Suisse Session d'été 2021, Conseil national**

**20.3923 s Mo. Conseil des Etats (CSSS-CE). Meilleure gestion des données dans le domaine de la santé**

**Recommandation de H+: Accepter la motion.**

**20.4264 s Mo. Conseil des Etats (CSSS-CE). Pour un financement adéquat des soins palliatifs**

**Recommandation de H+: Accepter la motion.**

**21.3003 n Mo. CSSS-CN. Préparer le système de santé pour mieux protéger les plus vulnérables et éviter les mesures abruptes**

**Recommandation de H+: Accepter la motion.**

**21.3021 n Mo. CSEC-CN. Création d'un écosystème intégré de données médicales. Une plus-value pour la recherche et pour la société**

**Recommandation de H+: Rejeter la motion (comme le Conseil fédéral).**

**21.3453 n Mo. CSSS-CN. Suivi scientifique des cas de "Covid long"**

**Recommandation de H+: Accepter la motion.**

**21.3454 n Po. CSSS-CN. Conséquences du "Covid long"**

**Recommandation de H+: Accepter le postulat (comme le Conseil fédéral).**

**21.3457 n Po. CSEC-CN. Renforcer la santé psychique des jeunes**

**Recommandation de H+: Accepter le postulat.**

**18.437 n Iv. pa. (Flückiger Sylvia) Herzog Verena. Renforcer les soins palliatifs. Alléger la charge pesant sur les structures hospitalières en mettant les maisons de soins palliatifs sur un pied d'égalité avec les maisons de naissance**

**Recommandation de H+: refuser la Iv.pa. en faveur de la motion susmentionnée 20.4264 s Mo. Conseil des Etats (CSSS-CE). Pour un financement adéquat des soins palliatifs.**

**20.429 n Iv. pa. Groupe G. Ordonnance Covid-19 de l'Assemblée fédérale. Mise en oeuvre de l'article 102 de la Constitution sur la sécurité de l'approvisionnement**

**Recommandation de H+: Ne pas donner suite.**

Nous nous tenons volontiers à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil national, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations,

Anne-Geneviève Bütikofer



Directrice

## EXPLICATIONS

### 20.3923 s Mo. Conseil des Etats (CSSS-CE). Meilleure gestion des données dans le domaine de la santé

#### Motivation :

Si la motion est acceptée, le Conseil fédéral sera chargé de revoir sa politique en matière de gestion des données dans le domaine de la santé. Il prévoira :

- la mise en œuvre rapide de la Stratégie Open Government Data 2019-2023;
- se référer aux meilleures pratiques au niveau international en matière de gestion de données, tout particulièrement dans un contexte de crise sanitaire ;
- la mise en place d'un système centralisé des données en matière de ressources humaines et matérielles, activé en temps de crise ;
- sur le plan international, en se basant sur l'article 80 de la loi sur les épidémies, il entamera les démarches afin de conclure les accords d'échange de données et d'informations nécessaires en cas d'épidémie.

#### **H+ ne soutient que partiellement la motion. Le Conseil fédéral ne doit pas modifier sa politique actuelle en matière de gestion des données, mais l'accélérer.**

H+ soutient la stratégie du Conseil fédéral en matière de données dans le cadre de la gestion nationale des données (NaDB). En ce qui concerne l'interopérabilité, le programme NaDB exige des données uniformes et de bonne qualité au sens du principe « once only ». H+ soutient également le projet SpiGes mené dans le cadre de la NaDB. H+ s'attend à ce que ce projet soit très bénéfique tant pour l'amélioration des statistiques publiques que pour la rationalisation des activités administratives dans les hôpitaux.

**Recommandation de H+: Accepter la motion.**

### 20.4264 s Mo. Conseil des Etats (CSSS-CE). Pour un financement adéquat des soins palliatifs

#### Contenu

Le Conseil fédéral est chargé de créer les bases légales permettant de garantir, dans toute la Suisse, que les personnes en fin de vie bénéficient d'un traitement et d'une prise en charge qui soient adaptés à leurs besoins, compte tenu des offres générales et spécialisées en matière de soins palliatifs dans tous les domaines de soins, qu'ils soient ambulatoires ou stationnaires, et aux interfaces. Les cantons doivent être impliqués de manière adéquate.

#### Motivation

Le point de départ de l'adoption de la motion était le rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 18.3384 (CSSS-E) «Améliorer la prise en charge et le traitement des personnes en fin de vie.» Les conclusions du rapport devraient être utilisées pour envisager un financement adéquat des soins palliatifs dans tous les domaines de soins. A cette fin, il est nécessaire de créer des bases légales avec les mesures suivantes:

1. L'inscription des soins palliatifs dans la LAMal.
2. La reconnaissance des prestations psychosociales, spirituelles et fonctionnelles au patient / à la patiente dans la dernière phase de la vie en tant que catégorie de prestations prise en charge par l'AOS.
3. La représentation appropriée des prestations en l'absence du patient / de la patiente dans les structures tarifaires existantes (tarifs à la prestation et tarifs sur la base de forfaits) ainsi que dans les niveaux de besoins en soins.
4. La réglementation de la rémunération des prestations de conseil dans la LAMal.

5. La création d'un forfait «conseil et coordination» pour un Case-Management spécifique des patients en soins palliatifs dans les domaines de soins ambulatoires et stationnaires.
6. La clarification de la manière dont les prestations de soins palliatifs stationnaires spécialisés peuvent être rémunérées correctement. L'indemnisation dans le cadre d'une structure tarifaire hors du système SwissDRG doit être examinée.
7. La clarification de la manière dont les prestations de soins palliatifs stationnaires généraux peuvent être rémunérées correctement – en particulier dans la perspective d'une extension des niveaux de besoins en soins.
8. La clarification de la rémunération de prestations fournies dans des structures non hospitalières avec mission de soins palliatifs.
9. La clarification des prestations palliatifs fournies dans des institutions pour personnes avec handicaps.

Les lacunes en matière de soins sont principalement dues à un financement insuffisant qui mettra tôt ou tard l'offre existante en péril. La représentation des soins palliatifs spécialisés dans la structure tarifaire SwissDRG n'est toujours pas appropriée en tous points, et cela en raison de la taille réduite et de l'hétérogénéité des groupes de cas. Plus une unité ou une clinique de soins palliatifs prend en charge des cas complexes, des patients dont le séjour est long ou des patients transférés, plus il est vital pour elles de trouver une solution. Il convient à cet égard d'examiner sérieusement et sans a priori des alternatives au système des forfaits par cas.

Dans le domaine des soins palliatifs généraux, ce sont les prestations psychosociales et celle fournies en l'absence du patient (par ex. discussions de cas interprofessionnelles, entretiens avec les proches, coordination avec les fournisseurs de prestations en amont et en aval) qui ne sont pas rémunérées correctement. De façon générale, il manque une disposition légale qui précise comment rémunérer adéquatement la prise en charge de la phase de fin de vie d'un-e patient-e. A ce jour, un accompagnement bio-psychosocial et spirituel complet des personnes en fin de vie n'est pas considéré comme une prestation médicale à prendre en charge par les caisses maladie. En revanche, les mesures de médecine intensive, interventionnelles ou invasives, telles que la pose de stents ou les radiothérapies sont prises en charge sans problème par l'AOS, même si elles n'apportent aucune utilité en matière palliative. Il en résulte une incitation inopportune à fournir de telles prestations peu avant le décès d'un patient, ce qui ne fait que retarder et alourdir le processus de fin de vie au lieu l'adoucir.

La question du financement doit être clarifiée dans le cadre d'une approche globale, en considérant tous les domaines de soins sur pied d'égalité. H+ recommande donc d'approuver la motion.

**Recommandation de H+: Accepter la motion.**

## **21.3003 n Mo. CSSS-CN. Préparer le système de santé pour mieux protéger les plus vulnérables et éviter les mesures abruptes**

### **Contenu**

Dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19, le Conseil fédéral doit être invité à exiger des cantons :

1. de donner les moyens aux établissements médico-sociaux de tester régulièrement et de faire respecter les quarantaines pour le personnel. Subsidiairement, le Conseil fédéral est invité à mettre à disposition les capacités sanitaires de l'armée.
2. de donner aux hôpitaux les consignes précises et les sécurités financières nécessaires permettant une montée en puissance rapide de leurs capacités de soins intensifs en cas de nouvelle flambée épidémique.

### **Avis de H+**

H+ soutient cette motion. Elle reprend les recommandations que nous avons faites en vue des délibérations des Chambres fédérales sur la loi COVID-19 (20.084) durant la session d'hiver

2020, et cela en particulier concernant les prestations de réserve des hôpitaux et la mise à disposition de soldats en aide aux EMS également (lire aussi le courrier des partenaires sociaux du 30.11.2020 ainsi que le courrier de H+, Curaviva Suisse, Aide et soins à domicile Suisse et senesuisse du 1<sup>er</sup> décembre 2020).

**Recommandation de H+: accepter la motion.**

**21.3021 n Mo. CSEC-CN. Création d'un écosystème intégré de données médicales.  
Une plus-value pour la recherche et pour la société**

**Contenu**

Le Conseil fédéral est chargé d'instituer un groupe de travail pluridisciplinaire qui devra remettre un rapport sur le recueil et l'utilisation responsables des données relatives à la santé et sur les exigences relatives à la création d'un écosystème intégré de données médicales ouvert. Ce groupe, qui sera composé de représentants de la recherche universitaire, de l'industrie, du domaine de la santé, des industries technologiques, de la société, du domaine de la protection des données et d'autres domaines, devra clarifier les normes auxquelles doit répondre l'infrastructure d'un écosystème intégré de données médicales, notamment pour ce qui est de l'accès aux données, du recueil et de la protection des données et de l'interopérabilité. Il abordera également la question des principes éthiques ainsi que d'autres aspects. L'objectif de ce groupe est de créer les conditions nécessaires pour que soit rapidement mis en oeuvre, en Suisse, un écosystème intégré de données médicales qui puisse être utilisé par les hautes écoles dans le cadre de la recherche, mais aussi par l'industrie et d'autres milieux intéressés afin d'optimiser le fonctionnement du système de soins.

**Avis de H+**

**Le Conseil fédéral rejette cette motion au motif que les projets suivants ont déjà repris les préoccupations de la motion :**

- Un rapport en réponse au postulat CSSS-CE [18.4102](#) " Stratégie de données cohérente pour le domaine de la santé " est actuellement en cours de rédaction. Il porte sur l'amélioration de la transparence et la réduction simultanée des méthodes de collecte de données.
- Dans le cadre de l'application du postulat Humbel [15.4225](#) " Mieux utiliser les données médicales pour assurer l'efficacité et la qualité des soins ", l'administration a élaboré une proposition de système pour l'utilisation ultérieure et l'appariement des données de santé, tout en respectant les dispositions juridiques relatives à la protection des données. Le DFI soumettra les résultats de ces travaux au second semestre 2021.
- La Confédération finance également le Swiss Personalized Health Network (SPHN) par le biais du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Le SPHN a pour objectif d'établir une infrastructure de données durable qui garantisse l'interopérabilité des données cliniques de santé tout en sécurisant l'accès à ces données pour la recherche. Cette infrastructure doit permettre aux projets de recherche au sens de la loi relative à la recherche sur l'être humain (LRH ; RS 810.30) de revaloriser et d'améliorer la qualité de données cliniques de santé, de données omiques utilisées ainsi que de données issues de biobanques et d'études de cohortes.
- Dans le cadre de l'application des mesures visant à freiner la hausse des coûts de l'assurance-maladie, le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a mandaté le professeur Christian Lovis des Hôpitaux universitaires de Genève pour proposer dans un rapport des solutions permettant d'obtenir plus efficacement des informations relatives à l'assurance-maladie et d'accroître la transparence du système de santé. Le 26 novembre 2020, le Conseil fédéral a pris connaissance de ce rapport.
- Le projet de gestion nationale des données (NaDB) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) contribue également aux objectifs visés par la motion. Il propose quatre projets pilotes pour démontrer la faisabilité d'une gestion plus uniformisée des flux de données et la mise en oeuvre du principe de récolte unique de l'information pour une utilisation multiple. Dans ce cadre, le projet pilote " secteur stationnaire " (SpiGes) de l'OFS est une mise en

oeuvre des principes définis par le professeur Lovis. Il devrait mettre en lumière les gains d'efficacité qui sont possibles d'atteindre et servir de projet précurseur pour des transformations ultérieures dans d'autres domaines.

Le Conseil fédéral estime que les demandes de la motion sont déjà satisfaites par les travaux en cours et qu'il faut attendre les résultats des clarifications et des initiatives avant d'envisager de nouvelles étapes. Il propose donc de rejeter la motion. H+ peut approuver cette évaluation.

**Recommandation de H+: Rejeter la motion (comme le Conseil fédéral).**

#### **21.3453 n Mo. CSSS-CN. Suivi scientifique des cas de "Covid long"**

##### **Contenu**

Le Conseil fédéral est chargé de faire en sorte que des fonds suffisants soient disponibles pour une recherche et un suivi systématiques consacrés aux cas de " Covid long ". Il est chargé en outre de mettre sur pied des programmes adéquats.

L'Hôpital de l'Île à Berne a publié, en collaboration avec les principaux instituts de recherche clinique sur les maladies pulmonaires, une étude fondée sur des examens réalisés sur des personnes hospitalisées. Cette étude parvient à la conclusion que le Covid-19 peut mener à des séquelles durables sur l'absorption d'oxygène par les poumons et que le traitement et le suivi à long terme des patients concernés sont impératifs et urgents.

Eu égard à ce qui précède, la commission estime qu'il est impératif que la Suisse commence à enregistrer et à suivre ces cas de manière systématique, en recourant à des méthodes scientifiques. Afin de faciliter l'enregistrement de ces cas, il convient de créer un point de contact auprès duquel les personnes concernées pourront s'annoncer et où elles pourront partager leur expérience et échanger.

##### **Avis de H+**

H+ est d'accord avec l'évaluation du Conseil fédéral, qui reconnaît la nécessité d'étudier les effets à long terme de Covid-19 sur les patients.

En revanche, il n'existe pas de base constitutionnelle pour le suivi des cas dits de Long Covid par la Confédération. La création de structures de prise en charge correspondantes est du ressort des cantons. Le suivi doit donc être effectué dans le cadre des canaux existants.

**Recommandation de H+: accepter la motion.**

#### **21.3454 n Po. CSSS-CN. Conséquences du "Covid long"**

##### **Contenu**

Le Conseil fédéral est chargé de présenter un rapport sur les effets du Covid long sur les assurances sociales (en particulier l'AI), sur le risque de paupérisation des personnes concernées ; et sur les adaptations nécessaires des processus, par exemple la répartition des coûts engendrés entre les employeurs, les assurances d'indemnités journalières en cas de maladie, l'AI, les caisses-maladie et les personnes concernées.

**Recommandation de H+: Accepter le postulat (comme le Conseil fédéral).**

#### **21.3457 n Po. CSEC-CN. Renforcer la santé psychique des jeunes**

##### **Contenu**

Le Conseil fédéral est prié de présenter le plus tôt possible un rapport faisant état de la situation et montrant quelles sont les conséquences de la crise du coronavirus sur la santé psychique des enfants et des jeunes. De plus, le Conseil fédéral est invité à proposer des mesures



concrètes visant à préserver la santé psychique des enfants, des adolescents et des jeunes adultes (en particulier des étudiants) et à leur garantir l'aide psychologique dont ils ont besoin.

#### **Avis de H+**

La crise corona a un impact profond sur la santé mentale des enfants et des jeunes. L'urgence d'agir est attestée par l'inquiétude croissante exprimée par des professionnels et des organismes aux perspectives très diverses.

**Recommandation de H+: accepter la motion.**

## **Initiatives parlementaires 1re phase**

**18.437 n Iv. pa. (Flückiger Sylvia) Herzog Verena. Renforcer les soins palliatifs. Alléger la charge pesant sur les structures hospitalières en mettant les maisons de soins palliatifs sur un pied d'égalité avec les maisons de naissance**

**Motivation:** La bonne intention de l'initiative parlementaire Herzog n'est pas à mettre en doute. Cependant, régler uniquement le financement et la tarification des soins fournis par les maisons de soins palliatifs ne rendrait pas compte de l'éventail large des prestations des soins palliatifs. Ce serait créer un silo de plus. Les soins palliatifs sont fournis en soins aigus, en ambulatoire, en soins de longue durée, en maisons de soins palliatifs (« Hospiz » en allemand) et à domicile. C'est donc une continuité de prise en charge qu'il s'agit de garantir. Approuver l'initiative parlementaire Herzog aurait peut-être l'avantage de remédier au problème le plus urgent, mais laisserait pour compte les autres prestations.

**Recommandation de H+: refuser la Iv.pa. en faveur de la motion susmentionnée 20.4264 s Mo. Conseil des Etats (CSSS-CE). Pour un financement adéquat des soins palliatifs.**

**20.429 n Iv. pa. Groupe G. Ordonnance Covid-19 de l'Assemblée fédérale. Mise en oeuvre de l'article 102 de la Constitution sur la sécurité de l'approvisionnement**

**Motivation:** En application d'une ordonnance COVID-19 de l'Assemblée fédérale, un al. 3 est ajouté à l'art. 102 de la Constitution pour le concrétiser : " La Confédération garantit en particulier l'approvisionnement de la population en médicaments, principes actifs et matériel de protection essentiels et prend les mesures nécessaires pour protéger la population en cas de pandémie." Les médicaments et principes actifs de première nécessité proviennent à 80 % de Chine et d'Inde. Ce quasi-monopole représente une menace pour la Suisse et pour l'Europe tout entière, comme l'a démontré la pandémie du coronavirus.

**H+ reconnaît le problème soulevé par l'Iv.pa., mais doute qu'un amendement à la Constitution fédérale soit objectivement justifié.** Il serait probablement plus opportun d'analyser la situation plus en détail et, en fonction du résultat, de modifier la loi. Il existe des propositions similaires sur le sujet qui devraient être prises en compte dans cette discussion.

**Recommandation de H+: ne pas donner suite.**